

Questions orales

M. Broadbent: En fait, nous savons tous, tant les députés que les Canadiens en général, qu'il existe des problèmes à l'extérieur du Canada comme chez nous. Mais le Conference Board ainsi que notre parti ont fait valoir que le budget présenté par le parti libéral du Canada a véritablement aggravé la situation au lieu de l'améliorer.

ON DEMANDE DES MESURES DE CRÉATION D'EMPLOI

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, comme d'ici 1983 plus d'un million et demi de Canadiens vont continuer de chômer et qu'au moins 10,000 entreprises de plus vont faire faillite—c'est le Conference Board qui le dit et pas simplement nous—quand le gouvernement va-t-il présenter une mesure qui pourra donner du travail à un chômeur de l'industrie minière, de l'industrie automobile ou de l'industrie de la construction, dans quelque région du Canada que ce soit? Quand le gouvernement s'acquittera-t-il de ses obligations envers les travailleurs canadiens?

• (1430)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le député veut savoir quand ces mesures seront présentées. Je lui fais remarquer que la mesure qui est actuellement à l'étude au comité et dont il doit être fait rapport aujourd'hui ou demain, je crois, aura précisément pour effet de créer des emplois au Canada, parce qu'elle ramènera la structure des coûts à un niveau concurrentiel. Il est important que le député et son parti se rendent compte que les chiffres de l'OCDE, ceux du Conference Board, ceux qui sont reconnus internationalement, démontrent que l'inflation dans les pays de l'OCDE s'établira à 7.5 p. 100 en moyenne en 1982. Le taux au Canada tournera autour de 11 p. 100.

Nous serons incapables de créer des emplois ou de vendre nos produits tant que nous n'aurons pas réussi à réduire l'inflation. C'est pourquoi dans notre société nous voulons ramener l'inflation de 11 à 6 p. 100. C'est parce que le député refuse d'appuyer cet objectif qu'il est plus à blâmer que le gouvernement pour les conditions qui rendent la relance difficile.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE BOMBARDEMENT DE BEYROUTH PAR ISRAËL—LA POSITION CANADIENNE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les forces israéliennes ont coupé l'eau et l'électricité dans la partie ouest de Beyrouth. Ils ont déclenché des attaques aériennes dans cette partie de la ville contre des installations civiles. On nous a dit que la résidence de notre ambassadeur au Liban avait été gravement endommagée. Le premier ministre d'Israël exige de l'OLP, d'ici vendredi, la promesse formelle de quitter Beyrouth.

Il semble que notre pays n'ait rien fait pour trouver une solution à ce conflit. Le premier ministre voudrait-il nous dire quelles mesures nous avons prises à ce sujet, en dehors de protester contre la destruction de notre ambassade? Pourrait-il nous dire pourquoi notre ambassadeur reste en poste à Beyrouth? Participe-t-il à d'importantes négociations pour régler

le conflit? Sinon, pourquoi l'exposer à d'autres dangers? Le premier ministre pourrait-il nous dire ce qui se passe?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, si le député tient vraiment à m'entendre réciter toutes les initiatives que nous avons prises, je demanderai au secrétaire d'État aux Affaires extérieures de lui en lire la liste. J'en profite pour lui souhaiter la bienvenue dans son nouveau rôle de porte-parole de l'opposition pour les affaires extérieures. Il a fini par s'ouvrir les yeux sur ce qui se passe vraiment au Moyen-Orient. Je trouve honteux que depuis des mois, les partis d'opposition aient posé des questions sur le Salvador, la Pologne, et l'Afghanistan, mais qu'ils n'aient pas dit un traître mot du Moyen-Orient.

M. Broadbent: C'est faux. Lisez-donc le *hansard*.

M. Crosbie: J'ai posé une question au premier ministre sur un grave sujet. Le 8 juin, j'ai présenté une motion à la chambre en même temps qu'il envoyait une lettre à ce propos. Je l'interroge sur une situation grave qui menace la paix dans le monde. Il cherche à en profiter pour se faire du capital politique.

M. Clark: Comme dans le cas de l'Iran.

ON DEMANDE QUE LE CANADA PRENNE DE NOUVELLES INITIATIVES

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, je voudrais encore donner au premier ministre la chance d'adopter une attitude sérieuse face à la crise. Pourrait-il nous dire quelles initiatives il a prises? La semaine dernière, il a rencontré une délégation de personnalités canadiennes, au nombre desquelles figuraient M. Stanfield et l'ancien ambassadeur au Liban, M. Barton, qui lui ont vivement conseillé de jouer un rôle plus actif au Moyen-Orient. Elles se sont adressées au premier ministre pour lui demander que le Canada participe à de nouvelles initiatives en vue d'aboutir à un règlement politique de la crise. Le premier ministre est-il disposé à répondre à leurs attentes ou bien l'a-t-il déjà fait? Sinon, le fera-t-il et si oui, quand? Le demi-million de civils qui habitent dans Beyrouth-Ouest n'ont plus beaucoup de temps devant eux. Il est temps que le premier ministre, ce grand homme d'État de renommée internationale, agisse en homme responsable qui se préoccupe de la situation au Liban et non pas seulement de son avenir politique à la Chambre des communes.

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, nous déplorons la violence qui a éclaté dans la région de Beyrouth en raison, d'une part, du climat qui en résulte et, d'autre part, des déclarations écrites et orales faites pendant la fin de semaine par M. Arafat et le représentant du Congrès, M. McCloskey. Nous avons, je crois, pris une initiative très importante en prenant contact avec des représentants de l'OLP pour essayer de nous renseigner sur le sens exact du communiqué. Ils nous ont fourni des explications. Mais je regrette d'avoir à dire qu'ils n'ont pu confirmer que la déclaration de M. Arafat traduit une évolution de la position de l'OLP qui refuse jusqu'à présent de reconnaître Israël. Nous avons été déçus parce que nous espérons que cette déclaration aurait pu ouvrir la voie à une nouvelle série de développements positifs au Moyen-Orient.